



HAL
open science

Le secteur philanthropique aux Etats-Unis: poids économique et source de financement

Edith Archambault

► **To cite this version:**

Edith Archambault. Le secteur philanthropique aux Etats-Unis: poids économique et source de financement. RECMA, Revue internationale de l'économie sociale, 1991, 38, pp.33-50. halshs-02396877

HAL Id: halshs-02396877

<https://shs.hal.science/halshs-02396877>

Submitted on 6 Dec 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

8ème Colloque de l'ADDES
(Association pour le Développement
de la Documentation sur L'Economie Sociale)

Paris 18 juin 1991

SUR QUELQUES ASPECTS DU FINANCEMENT DE
L'ECONOMIE SOCIALE

LE SECTEUR PHILANTHROPIQUE AUX ETATS-UNIS :
POIDS ECONOMIQUE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Edith ARCHAMBAULT
Professeur à l'Université de Paris I
Laboratoire d'Economie Sociale
avec la participation d'Ann CHADEAU,
Maître de Conférences à l'Université
de Paris V

**Le secteur philanthropique aux Etats-Unis :
poids économique et sources de financement**

Edith Archambault,
Professeur à l'Université de Paris I
Laboratoire d'Economie Sociale
avec la participation d'Ann Chadeau,
Maître de Conférences à
l'Université de Paris V

SOMMAIRE

Introduction

1^{ère} partie : Environnement et méthodologie

Section I : Un environnement économique et social très différent de l'Europe

A - Une définition différente des frontières entre initiative publique et privée

B - Une tradition associative ancrée dans l'histoire et la culture américaine

Section II : Une initiative du milieu aboutissant à une méthodologie inventive

A - Une volonté de connaissance statistique issue du milieu

B - Aperçu méthodologique

2^e partie : Principaux résultats

Section I : Place du secteur sans but lucratif dans l'économie américaine

A - Nombre d'organisations

B - Part du revenu national venant du secteur sans but lucratif

C - Part relative du secteur sans but lucratif dans l'emploi national et la masse salariale

Section II : Evolution des ressources et des dépenses courantes du secteur sans but lucratif (1977-1987)

A - Evolution des ressources

B - Précisions sur les dons et le bénévolat

C - Evolution des dépenses

Section III : Aperçu sur quelques secteurs d'activité

Références

Le secteur philanthropique aux Etats-Unis : poids économique et sources de financement

Aux Etats-Unis comme ailleurs, le secteur sans but lucratif a longtemps été la "terra incognita" du système statistique. Depuis une quinzaine d'années cependant, sous l'effort conjoint de travaux universitaires et d'une volonté de connaissance issue du milieu associatif lui-même, cette lacune s'est progressivement comblée et l'on dispose désormais de séries chronologiques décennales pour l'ensemble du secteur sans but lucratif américain, et de nombreuses décompositions pour sa composante principale "Independent Sector", le secteur philanthropique, qui représente environ les 9/10^è de l'ensemble.

Sans adopter un point de vue comparatif, évidemment prématuré, nous voudrions présenter ici la méthodologie et les principaux résultats de ces travaux, riches d'enseignements pour la connaissance de l'économie sociale en France. Dans une première partie, on montrera que le secteur philanthropique américain s'enracine dans un environnement économique et social très différent de celui de la France, et plus généralement de l'Europe, notamment sous l'angle du rapport à l'Etat. La volonté de connaissance statistique, cependant, débouche sur une problématique proche de celle du compte satellite de l'économie sociale et sur une méthodologie inventive et de plus en plus fiable au fur et à mesure que le temps s'écoule. Dans une seconde partie, on présentera les principaux résultats de "Dimensions of the Independent Sector, a Statistical Profile, 3^è édition, 1989" : le poids du secteur dans l'économie américaine, l'évolution sur la période 1977-87 des sources de financement du secteur philanthropique et des dépenses courantes de ce secteur. Et, enfin, une brève étude de quelques domaines particuliers : santé, éducation et recherche, services sociaux et juridiques, organisations culturelles.

1^{ère} partie : Environnement et méthodologie

Section I - Un environnement économique et social très différent de l'Europe

La comparaison entre le secteur philanthropique américain et l'économie sociale en France ne peut être faite sans d'innombrables précautions du fait du rôle très différent de l'Etat et de la Sécurité sociale dans les deux pays, et de traditions historiques et culturelles propres à chaque pays [2].

A) Une définition très différente des frontières entre initiative publique et privée

Etat fédéral et pays libéral, les Etats-Unis prônent l'initiative privée -avec ou sans but lucratif- et souhaitent une intervention minimale de l'Etat fédéral dans les domaines économiques et sociaux. Cependant quand le marché et le secteur sans but lucratif sont défaillants, une intervention publique se justifie, et il est plus souhaitable qu'elle ait lieu au niveau local (état ou municipalité) qu'au niveau fédéral ; c'est ainsi que depuis une dizaine d'années, on a constaté un grand dynamisme des villes, notamment sur la Côte Est, pour la création d'emplois locaux ou le soutien à des catégories fragiles de la population (drogués, délinquants, minorités ethniques), en collaboration avec les grandes organisations philanthropiques [11].

Dans le domaine de la recherche, de l'éducation et de la culture, les pouvoirs publics américains ne se sentent pas investis de la même mission tutélaire que leurs homologues français, ce qui explique le rôle primordial joué par le secteur sans but lucratif, et plus particulièrement par son coeur, "Independent Sector", dans le domaine de l'éducation, (du jardin d'enfants aux universités les plus prestigieuses) de la recherche, (avec le rôle des puissantes fondations, Ford, Rockefeller, Carnegie..) et de la culture (musées, orchestres, bibliothèques, zoos, etc..) sont très majoritairement des organismes sans but lucratif). A tous ces niveaux, la concurrence règne entre secteur public et secteur sans but lucratif.

Aux Etats-Unis, il n'existe pas de système de sécurité sociale équivalent au nôtre. Créée en 1935 la "Social Security" est essentiellement un régime de retraite, qui verse aussi des pensions d'invalidité, financé par répartition, avec un taux de remplacement moyen faible, mais avantageant les salariés à faible revenus. Les retraites complémentaires du secteur public ou du secteur privé reposent sur un système volontaire et décentralisé, négocié entre employeurs et syndicats, et financé par capitalisation. Depuis 1974, et à la suite des faillites retentissantes de certains de ces fonds de réserve, l'Etat fédéral s'est porté garant du versement de ces retraites complémentaires (ERISA). Moins de la moitié des salariés du secteur privé sont couverts par les retraites complémentaires. Essentiellement patronaux, ces fonds de retraite complémentaires se sont révélés une protection sociale moyennement efficace mais un moyen d'accumulation de l'épargne très efficace ; quelques rares fonds de retraite appartiennent au secteur sans but lucratif (teacher's retirement fund ; employee-funded pension trusts). Les autres sont gérés par des sociétés d'assurance spécialisées.

Il n'existe pas d'assurance-maladie obligatoire, sauf pour l'hospitalisation des personnes âgées de plus de 65 ans (MEDICARE). Programme fédéral, financé par cotisations des employeurs et des salariés, Medicare couvre 29 millions de personnes âgées et handicapées. Un autre programme, MEDICAID, correspond à l'assistance-maladie et accorde la quasi-gratuité des soins aux indigents. La définition de la gratuité est laissée aux Etats fédérés qui gèrent le programme, financé par l'Etat fédéral et par l'impôt. Medicaid prend en charge 22 millions de "pauvres" [1]. Par ce biais, les états et le gouvernement fédéral subventionnent environ 40 % des dépenses de santé, et Medicare et Medicaid financent souvent des établissements hospitaliers ou d'hébergement privés sans but lucratif. Mises à part ces deux populations-cibles, les américains ne bénéficient d'aucune protection sociale contre le risque maladie, et ils s'assurent auprès de sociétés privées, dont un certain nombre sont sans but lucratif et reposent sur un principe mutualiste : "Blue Cross" (hospitalisation) et "Blue Shield" (médecine ambulatoire) sont les deux plus importantes. Il existe aussi des petites sociétés de secours mutuel (fraternal beneficiary societies).

Le risque famille n'existe pas ; le risque chômage comporte un système minimal d'indemnisation du chômage, créé, lui aussi, en 1935. Il peut faire l'objet d'assurance volontaire complémentaire dans des conditions similaires au système de retraite, et il existe de même des "supplemental unemployment benefit trusts" sans but lucratif.

Ces arrangements institutionnels fondamentalement différents -qui attribuent au secteur sans but lucratif américain des fonctions exercées en France, et plus généralement en Europe, par l'Etat ou la Sécurité Sociale- rendent difficilement comparables Economie sociale et Secteur philanthropique américain.

B - Une tradition associative ancrée dans l'histoire et la culture américaines

La puissance du secteur philanthropique américain s'explique aussi par une tradition associative solidement ancrée dans l'histoire de la démocratie en

Amérique, ainsi que le montre Tocqueville, et enracinée dans l'éthique puritaine analysée par Weber. La socialisation du jeune américain transmet cette tradition historique et culturelle, par la famille bien sûr, mais aussi par le système éducatif, où les activités volontaires philanthropiques font partie du cursus normal au même titre que les activités sportives.

Tocqueville analyse déjà, en 1835, cette tradition associative des Américains

"Les Américains de tous les âges, de toutes les conditions, de tous les esprits s'unissent sans cesse... ils s'associent pour donner des fêtes, fonder des séminaires, bâtir des auberges, élever des églises, répandre des livres, envoyer des missionnaires aux antipodes ; ils créent de cette manière des hôpitaux, des prisons, des écoles. Partout où, à la tête d'une entreprise nouvelle, vous voyez en France le gouvernement et en Angleterre un grand seigneur, comptez, que vous apercevrez aux Etats-Unis une association" ¹ [8, p.113].

Pour Tocqueville cette tradition est profondément liée à la démocratie : dans une société égalitaire, il y a tendance à constituer des sociétés particulières pour éviter l'anonymat de la foule [8, p. 223]. Aussi,

"le pays le plus démocratique de la terre se trouve être celui où les hommes ont le plus perfectionné de nos jours l'art de poursuivre en commun l'objet de leurs communs désirs et ont appliqué au plus grand nombre d'objets cette science nouvelle... Dans les pays démocratiques la science de l'association est la science-mère : le progrès de toutes les autres dépend des progrès de celle-là" [8, pp. 114-116].

Quant à Max WEBER, il relie profondément le comportement charitable à l'éthique protestante [10].

"Le Dieu du calvinisme réclame non pas des bonnes oeuvres isolées, mais une vie toute entière de bonnes oeuvres érigées en système" [10, p. 144].

on reconnaît ainsi la tradition méthodiste d'ascétisme dans le monde ; les oeuvres sont signe d'élection divine ; elles délivrent de l'angoisse du salut. Aussi faut-il s'habituer de bonne heure à une activité continue et se garder de l'oisiveté. Le bénévolat est donc l'usage idéal des loisirs [3].

"Ce n'est ni l'oisiveté, ni la jouissance mais l'activité seule qui sert à accroître la gloire de Dieu, selon les manifestations sans équivoque de sa volonté, gaspiller son temps est le premier et le plus grave de tous les péchés" [10, p. 203].

Et c'est toujours l'ascétisme puritain qui impose le devoir de donner. Max Weber cite ainsi John Wesley fondateur du méthodisme :

"Exhortons les chrétiens à gagner et à épargner tout leur soûl, c'est à dire à s'enrichir ; que ceux qui gagnent tout ce qu'ils peuvent et épargnent tout ce qu'ils peuvent, donnent aussi tout ce qu'ils peuvent" [10, p. 238].

La répartition inégale des richesses est donc justifiée, alors qu'elle a comme contrepartie le don.

¹ TOCQUEVILLE illustre ces différences de comportements nationaux en évoquant une société de 100 000 abstentionnistes américains qui ont pris l'engagement public de ne pas boire d'alcool et remarque : "Si ces 100 000 hommes eussent vécu en France, chacun d'eux se serait adressé individuellement au gouvernement pour le prier de surveiller les cabarets sur toute la surface du royaume"...

Le réseau philanthropique américain est ainsi fortement lié aux Eglises, protestantes surtout. Ainsi, une enquête canadienne montre que le volontariat et les dons sont moins importants au Québec de tradition catholique que dans les autres provinces à dominante protestante. Des liaisons spécifiques existent aussi avec la communauté juive, qui finance en particulier des transferts vers Israël.

Enfin, conformément au modèle culturel américain, les organisations philanthropiques sont gérées par des managers interchangeable avec le secteur lucratif et selon des méthodes semblables. Les organisations sans but lucratif entrent ainsi en concurrence avec le secteur privé lucratif, d'une part, avec le secteur public, d'autre part. Il y a aussi une forte concurrence entre les organisations philanthropiques elles-mêmes, notamment en ce qui concerne la collecte des fonds.

C - Une délimitation du secteur philanthropique par l'administration fiscale

Les contours du secteur sans but lucratif, contrairement à ce qui se passe en France, (cf Vienney et Weber 1er colloque de l'ADDES 1983), [9] sont clairement dessinés aux Etats-Unis. Non par une quelconque forme juridique, car les organisations sans but lucratif et à but lucratif ont les mêmes formes juridiques. Mais par l'administration fiscale elle-même qui donne une définition en extension du secteur sans but lucratif (cf tableau 1.). C'est en effet l'Internal Revenue Service (équivalent de la Direction Générale des Impôts) qui autorise l'exemption de l'impôt sur les sociétés et détermine donc quelles organisations font partie du secteur sans but lucratif. Au sein de ce secteur sans but lucratif une distinction forte est faite entre les organisations servant l'intérêt général et celles qui ne servent que les intérêts de leurs membres. Les premières en plus de l'exemption de l'impôt sur les sociétés, ont droit également au dégrèvement fiscal des dons et legs qui leur sont adressés, il s'agit des catégories :

501 (c) 3 : "organisations religieuses, éducatives, charitables, scientifiques ou littéraires, celles qui sont orientées vers la sécurité publique, la promotion de la compétition sportive nationale ou internationale, la prévention de la cruauté envers les enfants ou les animaux. Cette catégorie inclut les fondations privées".

501 (c) 4 : "les ligues civiques, les organisations de bien-être social, les associations locales de salariés. Ce sont des organisations de promotion du bien-être communautaire et des activités charitables, récréatives ou éducatives".

Ces deux catégories forment le "Secteur Indépendant", le secteur "philanthropique" américain qui fait l'objet d'un puissant regroupement fédéral dont le siège est à Washington.

le reste du secteur sans but lucratif regroupe, les 23 autres catégories qui servent principalement les intérêts de leurs membres ; elles ne bénéficient que de l'exemption de l'impôt sur les sociétés. Leur poids économique est beaucoup moins lourd que celui du "Secteur Indépendant" (cf tableau 1).

Malgré toutes les réserves précédemment énoncées si l'on tente de comparer le champ d'Independent Sector et de l'économie sociale française, on voit qu'il s'agit de deux ensembles différents, avec une forte intersection. Le schéma ci-dessous traduit de façon grossière ces différences de champ.

INDEPENDENT SECTOR

ECONOMIE SOCIALE

Universités et Hôpitaux Eglises et. Musées, orchestres bibliothèques, zoos	autres organisations privées d'éducation et de recherche taux et services sociaux privés organisations caritatives et humanitaires associations artistiques, littéraires, culturelles organisations de jeunesse, sportives, récréatives associations de défense de droits, de défense de l'environ- nement, de coopération inter- nationale....	. Coopératives, . Institutions de crédit, . Mutuelles . Tourisme social . Logement social
---	--	---

Section II - Une initiative du milieu aboutissant à une méthodologie inventive

A - Une volonté de connaissance statistique venue des organisations philanthropiques elles-mêmes

Aux Etats-Unis, l'organisation de l'information statistique est décentralisée et pluraliste : des instituts privés ou publics produisent des séries rétrospectives et des prévisions concurrentes, et il n'y a pas d'équivalent du quasi-monopole de l'INSEE. Comme ailleurs, le secteur sans but lucratif a longtemps fait partie des lacunes des statistiques officielles, et, conformément à l'analyse de Tocqueville, l'initiative est venue du milieu qui voulait souligner la place du secteur philanthropique dans l'économie et la société américaine.

A partir de 1974, Independent Sector, la puissante fédération qui regroupe au plan nationale les organisations philanthropiques (c'est à dire reconnues comme telles par l'administration fiscale), a pris l'initiative de commanditer (et de faire financer par les diverses fondations qui sont ses membres) une investigation statistique, calée sur les données macroéconomiques du Bureau of Economic Analysis, qui débouchera sur la publication en 1984 de "Dimensions of the Independent Sector ; a statistical profile" (1ère édition).

La problématique est proche de celle du compte satellite de l'économie sociale :

- quel est le poids du secteur dans l'économie américaine ?
- quelles sont ses sources de financement ?
- quelles fonctions assume-t-il (avec une nomenclature discutable mais inévitable, qui est celle de l'IRS) ?
- quels en sont les bénéficiaires (partie prévue, mais actuellement totalement déficiente).

La prise en compte du bénévolat, comme source de financement spécifique au secteur, ou plutôt de l'équivalent monétaire des heures de travail bénévole conduit à une reconstruction nécessaire des statistiques traditionnelles.

B) - Aperçu méthodologique

A l'origine de la méthodologie utilisée par les statisticiens d'Independent Sector, il y a une série de travaux universitaires, non publiés, réalisés à Yale, célèbre université privée américaine [5]. Gabriel RUDNEY et Murray WEITZMAN en sont les principaux investigateurs ; ils ont bénéficié de la présence à Yale et des travaux antérieurs de deux experts en comptabilité nationale, Nancy et Richard RUGGLES [6]. Ces premiers travaux étaient principalement axés sur la détermination de l'emploi et de la masse salariale dans le secteur sans but lucratif, fort difficiles à isoler dans les statistiques officielles.

La première édition en 1984 de "Dimensions of the Independent Sector" est le fruit d'un travail de bénédictin. Un cadre comptable très simplifié –masse salariale et autres dépenses du côté des emplois ; ventes, subventions publiques, dons privés et autres ressources du côté des ressources– était croisé avec une nomenclature d'activités fine. Cette nomenclature ne comporte que des activités de services ² et elle est compatible avec les 29 postes de la Standard Industrial Classification (l'équivalent de notre Nomenclature d'Activités et de Produits, qui détermine le code APE). Les très nombreuses cases de ce cadre comptable ont alors été remplies par des sources variées, publiques ou privées. De nombreuses lacunes d'information statistique élémentaire furent ainsi mises en évidence et progressivement comblées par des enquêtes spécifiques assez légères, à l'initiative d'Independent Sector.

Parallèlement, Independent Sector et quelques organisations spécifiques jouent un rôle de groupe de pression auprès des responsables des organisations statistiques ayant pignon sur rue, qu'elles soient publiques ou privées, pour infléchir les opérations statistiques régulières dans le sens qui leur convient : ainsi, par exemple, alors que le recensement ne posait qu'une question sur le caractère public ou privé de l'employeur des personnes interrogées, le recensement de 1990 distingue désormais les employeurs publics, privés à but lucratif, privés sans but lucratif (ou charitables). De même, Independent Sector tente actuellement d'infléchir la future nomenclature d'activités officielle, qui doit être mise en oeuvre à partir de 1993 dans le cadre du SCN révisé, dans le sens d'une classification plus pertinente des "services divers".

Une enquête périodique sur 3000 personnes, réalisée par l'Institut Gallup, permet d'obtenir des données sur les dons : pourcentage de donateurs, montant et destinataire des dons, caractéristiques socio-démographiques, appartenance religieuse et revenu des donateurs. Des données identiques sont recueillies au cours de la même enquête sur le travail bénévole. Les clefs de répartition ainsi obtenues sont combinées avec les statistiques fiscales qui donnent le montant global des dons déclarés et déductibles de l'impôt sur le revenu.

Les services fiscaux font une enquête décennale sur les comptes détaillés des fondations et des organisations qui bénéficient de l'exemption fiscale. La

² Ce qui minimise légèrement le poids du secteur sans but lucratif qui produit aussi quelques biens.

dernière remonte à 1983. La nomenclature adoptée par les services fiscaux étant inadaptée, le "Center for Charitable Statistics" protesta pour que la nomenclature adoptée par Independent Sector soit retenue, et il a obtenu gain de cause pour la prochaine enquête. Désormais, il sera donc possible d'améliorer les statistiques d'Independent Sector, en détaillant les dépenses autres que la masse salariale, en isolant la consommation intermédiaire, en répartissant fonctionnellement les coûts (coûts administratifs, coûts de "fund-raising" etc.).

La lecture des documents méthodologiques fournis en annexe de "Dimensions of the Independent Sector" permet donc de prendre conscience de la marge d'erreur assez élevée que comportent ces comptes, mais aussi de la volonté de la réduire au fil des publications. Les statisticiens américains préfèrent l'exhaustivité à la précision, ce qui est leur droit. L'existence d'un cadre comptable cohérent permet d'obtenir un certain nombre de données par solde, mais quand les lacunes sont trop nombreuses, des clefs de répartition plausibles, voire des estimations "au doigt mouillé" permettent de remplir les cases vides. Cette audace statistique a évidemment des avantages et des inconvénients. Ces derniers cependant se réduisent progressivement grâce à la persévérance dans le projet, et à l'action de groupe de pression auprès des organismes statistiques officiels qui permet une amélioration continue de l'information statistique élémentaire.

2ème partie : Principaux résultats

Il n'est pas question dans cette communication de donner tous les résultats statistiques concernant le secteur sans but lucratif aux Etats-Unis, et sa composante principale "Independent Sector". Pour des résultats détaillés, on se reportera à la source principale des tableaux ci-dessous : "Dimensions of the Independent Sector, A statistical Profile" [4].

On se contentera donc d'examiner la place du secteur sans but lucratif dans l'économie américaine en 1987, avec une actualisation pour 1989 de certaines données [7], puis on verra l'évolution des sources de financement sur une période décennale (1977-1987). L'évolution des dépenses courantes du secteur sans but lucratif sur la même période sera vue beaucoup plus rapidement ; une attention spéciale sera portée à la connaissance des effectifs et du temps de travail des bénévoles et à l'équivalent monétaire du travail bénévole. On terminera enfin par l'étude de quelques secteurs particuliers : santé, éducation et recherche, services sociaux et juridiques.

Section I - Place du secteur sans but lucratif (et en son sein de "Independent Sector) dans l'économie américaine en 1987, et évolution de 1977 à 1987

A) Nombre d'organisations

Le nombre total d'organisations sans but lucratif est difficile à connaître pour plusieurs raisons :

- aucune forme juridique ne les caractérise
- les principales organisations doivent être inscrites sur le fichier des organisations exemptées d'impôt par l'IRS mais les unités qui ont un revenu annuel de moins de 5000 dollars ainsi que les églises ne sont pas tenues de s'inscrire sur ce fichier, et donc y figurent rarement
- le nombre est évidemment différent selon que l'on compte les organisations elles-mêmes ou leurs établissements. On s'en tiendra ici au décompte des organisations ³.

On estime à 1 300 000 les organisations sans but lucratif en 1987 ; 939 000 sont inscrites au Fichier fiscal et 561 000, plus de la moitié de ces organisations inscrites, relèvent du secteur philanthropique (Independent Sector). Les organisations non inscrites sont essentiellement des églises, dont le nombre est de 346 000 en 1987.

Si on ajoute les églises au secteur philanthropique inscrit, on obtient 907 000 organisations qui représentent le secteur philanthropique au sens large ; par comparaison, il y avait en 1987, 20,5 millions d'entreprises à but lucratif (agricoles et non agricoles). Sur la période 1977-87, la croissance du nombre des organisations philanthropiques (+38 %) s'oppose à la stagnation complète du reste du secteur sans but lucratif (-1%), cf tableau 1.

³ SUMARIWALLA avance une fourchette de 6 000 000 - 7 000 000 associations et de groupes volontaires aux Etats-Unis [7].

**Tableau 1 : Nombre d'entités actives sur le fichier fiscal
des organisations exemptées d'impôts**

Code fiscal	Type d'organisation exemptée	1977	1982	1984	1987
501 (c) (1)	Sociétés organisées selon un acte du congrès	1072	24	24	24
501 (c) (2)	Holdings d'OSBL	5223	5522	5679	5977
501 (c) (3)	Educatives, culturelles, charitables, religieuses, etc (a)	276455	322826	352884	422103
501 (c) (4)	Bien-être social et ligues civiques	129496	131578	130344	138485
501 (c) (5)	Organisations agricoles	87656	86322	76753	75238
501 (c) (6)	Organisations professionnelles	44100	51065	53303	59981
501 (c) (7)	Clubs récréatifs et de sociabilité	50031	54036	55666	60146
501 (c) (8)	Sociétés de secours mutuel	141138	116549	92431	98979
501 (c) (9)	Sociétés volontaires de protection des salariés	6486	8703	10145	10927
501 (c) (10)	Sociétés mutuelles (hors maladie, accident, décès)	12410	18570	16116	17813
501 (c) (11)	Fonds de retraite des enseignants	13	13	11	11
501 (c) (12)	Assurance vie volontaire	4801	5071	5200	5572
501 (c) (13)	Sociétés funéraires	5264	6290	6845	7942
501 (c) (14)	Crédit mutuel (hors logement)	5074	6074	6053	6652
501 (c) (15)	Compagnies d'assurance mutuelle	1450	1073	998	50
501 (c) (16)	Organisations coopératives agricoles	31	22	19	18
501 (c) (17)	Indemnisation complémentaire chômage	800	784	747	728
501 (c) (18)	Fonds de pension des salariés	4	3	3	5
501 (c) (19)	Anciens combattants	14305	23851	22100	24749
501 (c) (20)	Organisations de services de défense		90	140	210
501 (c) (21)	Fonds des "poumons noirs" (silicoses ?)		9	14	21
501 (d)	Associations religieuses et apostoliques	63	68	81	88
501 (e)	Coopératives de service hospitalier		106	90	80
501 (f)	Coopératives d'investissement éducatif				1
521	Coopératives agricoles	3794	2791	2673	2405
	TOTAL	789666	841440	838319	939105

Source : Internal Revenue Service, ANNUAL REPORT.

(a) Toutes les organisations relevant de la section 501 (c) 3 ne sont pas incluses, car certaines organisations, les églises essentiellement n'ont pas besoin de solliciter l'exemption fiscale, sauf si elles désirent un règlement. Seules les catégories 501 (c) 3 et 501 (c) 4 constituent "Independent Sector", le secteur "philanthropique", "tourné vers l'intérêt général". Les autres catégories représentent le reste du secteur sans but lucratif et sont "orientées vers l'intérêt de leurs membres".

B) Part du revenu national venant du secteur sans but lucratif

Ce ratio est préféré à celui, plus courant, de part du PIB (ou du PNB) venant de secteur sans but lucratif, car son interprétation est plus claire en raison de l'exclusion de l'amortissement et des impôts liés à la production. Pour comparer valablement avec le secteur privé lucratif d'une part et avec le secteur public d'autre part, une valeur fictive est attribuée au travail bénévole. Le nombre de "volontaires" et le temps de travail qu'ils accomplissent annuellement sont connus par des enquêtes Gallup périodiques. Les heures de travail sont multipliées par le taux de salaire net horaire moyen auquel on ajoute 12 % de charges sociales.

Le tableau 2 montre que le secteur sans but lucratif représente 6,5 % du revenu national corrigé (comprenant la valeur du travail bénévole), égal à 3800 milliards de dollars en 1987, alors que le secteur privé lucratif en représente 78,5 % et le secteur public 15 %. Le secteur philanthropique (Independent Sector) représente presque 9/10è du secteur sans but lucratif alors que les autres organisations sans but lucratif n'en représentent qu'un peu plus de 1/10è : aussi nombreuses, ces organisations "tournées vers les intérêts de leurs membres", sont donc d'un poids économique très inférieur à celui des organisations philanthropiques. Si l'on exclut l'évaluation monétaire du travail bénévole, le secteur sans but lucratif ne pèse plus que 3,8 % du revenu national conventionnel.

Tableau 2 : Part des trois principaux secteurs dans le revenu national (y compris les valeurs imputées pour le travail bénévole et le travail non payé des aides familiaux) (en milliards de dollars et en %)

Revenu national par secteur	- 1977 -		- 1982 -		- 1984 -		- 1987 -	
	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%	Dollars	%
1) Privé, sans but lucratif	93,6	5,5	171,9	6,4	198,3	6,3	247,1	6,5
- Sans valeur imputée	57,3	3,4	99,2	3,7	115,8	3,7	145,8	3,8
- Valeur imputée du bénévol	36,3	2,1	72,7	2,7	82,8	2,6	101,3	2,7
- Independant Sector	84,4	4,9	155,8	5,8	180,1	5,7	219,8	5,8
- Autres OSBL	9,2	0,5	16,1	0,6	18,2	0,6	27,3	0,7
2) Privé, à but lucratif	1357,9	79,6	2101,4	78,6	2483,9	79,2	2983,0	78,5
3) Secteur public	253,6	14,9	400,3	15	455,7	14,5	570,7	15
TOTAL	1705,1	100,0	2673,6	100,0	3138	100,0	3800,8	100,0

Ainsi donc, alors que la prise en compte du travail bénévole ne majore le revenu national global conventionnel que de 3 à 4 %, la majoration est de 65 % pour le secteur philanthropique et de 118 % pour les autres OSBL.

De 1977 à 1982, le secteur sans but lucratif a crû plus rapidement que les deux autres, puis il s'est stabilisé en part relative ultérieurement. De 82 à 84 on constate un désengagement de l'Etat fédéral de la sphère sociale, en tant que producteur et financeur, et c'est le secteur des entreprises qui croît le plus vite, tandis que la part relative du secteur sans but lucratif décroît légèrement ; c'est le mouvement inverse qui apparaît entre 84 et 87.

C) Part relative du secteur sans but lucratif dans l'emploi national et la masse salariale

En cohérence avec ce qui précède, l'emploi national est calculé en incluant l'emploi bénévole, converti en équivalent plein-temps (1700 heures par an) ; de même, la masse salariale comprend les salaires fictifs des travailleurs bénévoles.

En 1987, l'emploi "élargi" aux Etats-unis était de 130 millions de personnes ; 93 % d'entre elles étaient rémunérées et 7 % bénévoles. Le secteur sans but lucratif employait près de 14 millions de personnes, 8 millions de salariés et 6 millions de bénévoles (équivalent plein-temps) ; le secteur philanthropique occupait à lui seul 12,5 millions de personnes (7,4 millions de salariés, soit 5,7 % de la population active occupée et 5,1 millions de bénévoles).

L'emploi salarié dans le secteur philanthropique a progressé à un taux annuel moyen de 3,6 % de 1972 à 1982 (contre 2 % pour l'ensemble de l'emploi salarié non agricole). Sur la période 1982 à 1987, la progression annuelle n'est plus que de 2,5 % (contre 2,7 % pour l'emploi non agricole).

Le tableau 3 montre clairement que sur la décennie 77-87, la croissance du travail impayé a été beaucoup plus forte que celle du travail rémunéré : lui-même en forte croissance (69 % contre 22 %). On remarque aussi que l'emploi bénévole n'est pas le monopole du secteur sans but lucratif : sur la décennie, le travail bénévole a triplé dans le secteur public, compensant ainsi partiellement la faible progression des emplois publics ; la même évolution peut être notée dans le secteur privé à but lucratif, mais à un niveau plus insignifiant.

En 1987, le secteur sans but lucratif versait 5,6 % de la masse salariale effective, et Independent Sector, à lui seul, en payait 5,1 %. Sur la décennie 1977-87, c'est dans le secteur philanthropique que la progression de la masse salariale a été la plus forte : 148 %, en dollars courants, contre 126 % dans le secteur privé lucratif et 108 % dans le secteur public.

Tableau 3 : Emploi élargi, pour les trois principaux secteurs, par type d'emploi (emploi en millions)

Type d'emploi et secteur	- 1977 -		- 1987 -		Variation (en%) 1977-1987
	Effectifs	%	Effectifs	%	
Emploi rémunéré	98,5	94,8	120,5	92,9	22
Emploi non payé	5,4	5,2	9,1	7,1	69
Emploi total	103,9	100,0	120,6	100,0	25
Secteur SBL	9,6	9,3	13,9	10,7	45
. Salariés	6,0	5,8	8,0	6,1	33
. Bénévoles	3,6	3,5	5,9	4,6	63
Independent Sector	8,8	8,5	12,5	9,6	42
. Salariés	5,5	5,3	7,4	5,7	34
. Bénévoles	3,2	3,1	5,1	3,9	55
Autres OSBL	0,8	0,8	1,4	1,1	74
. Salariés	0,5	0,5	0,6	0,4	21
. Bénévoles	0,3	0,3	0,9	0,7	151
Secteur entreprises	75	72,2	92,4	71,3	23
. Salariés	66,2	63,8	81,9	63,2	24
. Travail indépendant	7,8	7,5	9,7	7,5	25
. Aides familiaux	0,8	0,8	0,4	0,3	-50
. Bénévoles	0,1	0,1	0,4	0,3	207
Secteur public	19,3	18,6	23,4	18,0	21
. Salariés	18,5	17,8	20,9	16,1	13
. Bénévoles	0,8	0,8	2,4	1,9	189
EMPLOI TOTAL	103,9	100,0	120,6	100,0	25

Source [4] et calculs personnels

Le salaire moyen dans le secteur philanthropique est inférieure à celui des deux autres secteurs : en 1987 il était de 15 697 dollars par an alors que le salaire moyen pour tous les salariés non agricoles était de 21 625 dollars par an. L'écart par rapport au salaire moyen (-27 %) est resté constant au cours de la décennie. Il s'explique pour une part par un effet de structure : la population salariée du secteur philanthropique est plus féminine que la moyenne (68 % de femmes contre 46 % en moyenne) et plus issue des minorités ethniques, noire ou hispanique, (14 % de noirs, contre 10 % en moyenne). La concentration d'Independent Sector dans des secteurs d'activité de services rendus aux ménages, moins bien rémunérés que la moyenne, abaisse aussi le salaire moyen : quatre sous-secteurs, en effet, concentrent 93 % de l'emploi total ainsi que le montre le tableau 4.

Tableau 4 : Part de l'emploi total dans les 4 premiers secteurs d'activité du secteur philanthropique (en %)

Secteurs d'activité	1977	1987
Santé	47,0	45,6
Education	23,2	22,5
Services sociaux et juridiques	13,0	16,2
Organisations religieuses	12,3	8,8
TOTAL	95,5	93,1

Pour résumer ce qui précède, selon l'indicateur retenu (part du revenu national, de l'emploi ou de la masse salariale), le secteur sans but lucratif en 1987 "pèse" entre 6,5 % et 10,5 % de l'économie américaine, soit à peu près la moitié du secteur public. Et près de 9/10è du secteur sans but lucratif relèvent du secteur philanthropique. Si l'on exclut la valeur monétaire du travail bénévole, on se trouve ramené à une fourchette plus modeste de 4 à 7 % de l'activité économique.

Section II - Evolution des ressources et des dépenses courantes du secteur sans but lucratif aux Etats-Unis (1977-87)

A) Evolution des ressources

Tableau 5 : Independent Sector ; ressources annuelles en milliards de dollars et en %

Origine des ressources	- 1977 -		- 1982 -		- 1984 -		- 1987 -	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Secteur privé	83,8	73,3	155,3	73,0	185,3	73,1	241,8	73,9
. Dons, cotisations	33,8	29,6	55,8	26,2	68,3	26,9	89,4	27,3
. Ventes, droits	41,6	36,4	80,6	37,9	95,7	37,8	126,4	38,6
. Revenu de la propriété 1	5,3	4,6	12,6	5,9	14	5,5	15,7	4,8
. Autres 2	3,1	2,7	6,3	3	7,2	2,8	10,3	3,1
Secteur public 3	30,5	26,7	57,4	27,0	68,2	26,9	85,4	26,1
TOTAL	114,3	100	212,7	100	253,5	100	327,2	100

Notes : 1 - Les grandes organisations philanthropiques reçoivent des dons en nature ou en espèces, notamment sous forme de legs, qui sont capitalisés, ce qui explique l'importance de leurs revenus de la propriété.

Par ailleurs elles gèrent leur trésorerie et effectuent des placements comme les entreprises ordinaires.

2 - Profit, loyers, plus-values (profit impartageable).

3 - Les ressources provenant du secteur public sont des subventions au niveau fédéral, de l'état ou municipal. Les ressources fédérales sont pour l'essentiel liées aux programmes medicare et medicaid.

Le tableau 5 montre une grande stabilité de la structure des ressources du secteur philanthropique qui ont approximativement triplé, au cours de la décennie 1977-87, en dollars courants. Contrairement à une idée reçue, on constate que le secteur "independant" dépend pour plus d'un quart de ses ressources de l'argent public ⁴. Les trois-quart des ressources proviennent du secteur privé : les ventes de services, proportionnelles aux prestations reçues, représentent plus de la moitié des ressources privées et leur part relative est croissante, alors que celles des dons et cotisations, sans rapport avec les prestations éventuellement reçues, en représentent plus du tiers et sont en décroissance relative. Les autres ressources proviennent essentiellement de la gestion d'un patrimoine important, conséquence des legs et des dotations aux fondations ⁵. Le total des actifs des organisations

⁴ La contribution du secteur public est en réalité plus forte, car elle comporte aussi le manque à gagner fiscal lié aux exonérations d'impôts et à la déductibilité des dons.

⁵ Il existe plus de 30 000 fondations aux Etats-Unis en 1989 disposant de 122 milliards de dollars [7].

"charitables", relevant de la section 501 (c) [3] du code fiscal, à l'exclusion des églises et autres institutions religieuses, s'élevait à 497 milliards de dollars en 1985 [7], soit plus du double des ressources annuelles de ces mêmes organisations. Cette absence de limitation à la détention d'actifs contraste évidemment avec la situation des associations en France.

On remarquera que le tableau 5, contrairement aux précédents, n'enregistre pas en ressources du secteur philanthropique la valeur imputée du travail bénévole. Si on ajoute aux ressources monétaires les 86 milliards de dollars, estimation de la valeur monétaire du bénévolat en 1987, les ressources élargies du secteur philanthropique se répartissent ainsi :

Tableau 6 : Ressources "élargies" du secteur philanthropique en 1987, en %

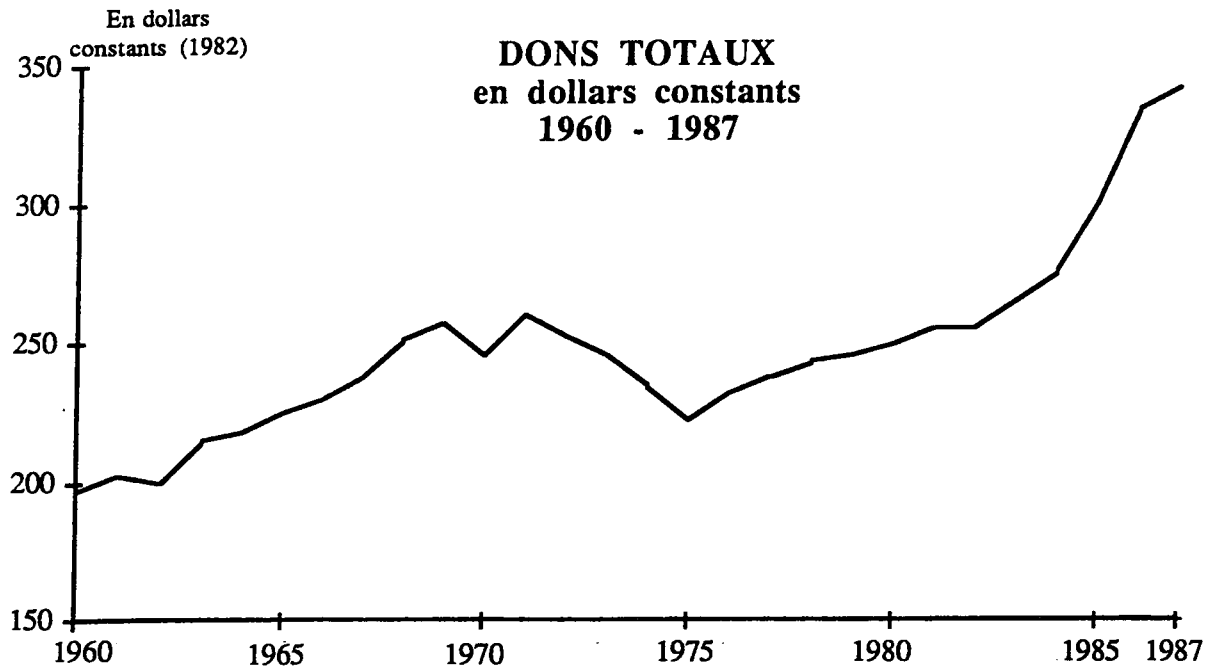
- Valeur imputée du travail bénévole	20,9
- Cotisations et dons	21,6
- Ventas, droits	30,6
- Revenu de la propriété, profit, plus values	6,3
- Recettes provenant du secteur public	20,6
TOTAL	100,0

Les ressources issues du bénévolat sont donc équivalentes à celles des dons (avec lesquels elles sont fortement corrélées), et aussi à l'apport du secteur public ; mais là il y a un lien de substitution plutôt que de complémentarité : c'est dans les secteurs d'activité où l'argent public est le plus faible que le bénévolat est le plus développé.

Les dons privés sont particulièrement bien connus, puisqu'une enquête annuelle est menée depuis 1955 par l'American Association of Fund-Raising Trust for Philanthropy. Ils proviennent en majorité des particuliers (dons : 84 %, legs 5,7 %), mais aussi des fondations qui donnent les revenus de leur patrimoine (5,8 %) et des entreprises sous forme de mécénat (4,5 %). En 1989, 115 milliards de dollars ont été donnés, soit 2,19 % du PIB ; près de la moitié des dons va aux Eglises (47,7 %) puis aux oeuvres sociales (9,9 %), aux établissements d'enseignement (9,3 %) et de santé (8,7 %), aux organisations culturelles (6,5 %). Les dons des particuliers sont fortement associés à la pratique religieuse (ils représentent 2,7 % du revenu des ménages pratiquants et 1,1 % du revenu des ménages peu ou non pratiquants) et ils suivent curieusement une courbe en U en fonction du revenu, les ménages pauvres ou riches donnant proportionnellement plus que les ménages à revenu moyen. Les dons vont du simple au triple selon que la personne n'a

aucune activité bénévole ou selon qu'elle travaille à titre bénévole au moins 6 heures par semaine ; générosité en temps et en argent vont donc de pair [7].

Graphique : Dons totaux en dollars constants



Le graphique ci-dessus montre une progression des dons en dollars constants de 73 % entre 1960 et 1987, soit une croissance annuelle de 2 % ; il montre aussi la grande sensibilité des dons à la conjoncture, avec l'importante régression des années 71 à 75 et la très forte expansion des années 82 à 86, qui compense les réductions de fonds publics d'origine fédérale destinés aux oeuvres sociales.

B - Précisions sur les dons et le bénévolat

En 1987 les dons privés versés à l'ensemble de l'économie se sont élevés à près de 100 milliards de dollars, représentant 2,68 % du revenu national ; le travail bénévole représentait environ 15 milliards d'heures par an et était effectué par 45,3 % de la population âgée de 18 ans et plus, soit environ 80 millions de personnes.

Pour l'ensemble de l'économie, les dons proviennent de personnes privées pour une part égale à 82,6 %, de legs (6,7 %), de fondations (6 %) et de sociétés (4,7 %). Les contributions volontaires des ménages forment donc aux Etats-Unis plus des quatre cinquièmes des dons et s'élèvent à plus de 80 milliards de dollars courants en 1987.

La part des contributions individuelles dans l'ensemble des dons privés est presque aussi importante qu'en 1960 où elle atteint 83,4 %, mais elle a baissé, entre ces deux dates, à 75 % en 1971.

En 1960, les dons représentaient 2,25 % du revenu des ménages et 2,14 % en 1987. Ce pourcentage est descendu à 1,78 % au cours de la décennie 70, pour ne dépasser à nouveau 2 % qu'en 1986.

Les legs après avoir diminué en valeur relative dans les années 70, représentent en 1987 la même part qu'en 1960. Les dons effectués par les fondations ont connu une évolution parallèle. Les dons des sociétés sont plus faibles que les autres contributions privées, mais plus stables.

Plus des deux tiers des ménages (71 %) effectuent des dons et y consacrent 2 % de leur revenu. Parmi les ménages "donateurs", 81 % donnent au secteur privé à but non lucratif, 2 % au secteur à but lucratif, 16,8 % au secteur public. Près de 90 % du montant total de leurs contributions est destiné à l'Independent Sector et 10 % va au secteur public. La contribution moyenne des 5 % de ménages qui donnent les plus fortes sommes est en moyenne \$ 5 754 par an, soit près de 10 % de leur revenu.

On a déjà souligné la relation positive entre montant des dons et fréquence de la pratique du bénévolat. Les ménages donateurs où le répondant est aussi bénévole, consacre 2,4 % de son revenu aux contributions volontaires, soit \$ 1 021 par an, contre seulement 1,3 %, soit 489 \$, lorsqu'il n'effectue aucun travail bénévole.

La répartition des dons par secteur d'activité de l'Independent Sector fait apparaître la prédominance des institutions religieuses. Plus de la moitié des ménages (52,2 %) versent des dons aux Eglises, presque un quart aux organismes producteurs de services de santé et de services sociaux, 15 % à l'éducation. Le montant des dons versés aux organismes de Culte s'élève à \$ 715 en moyenne par ménage donateur, aux services sociaux à \$ 210, à la santé à \$ 130 et à l'éducation à \$ 293.

L'enquête révèle que 45,3 % de la population de 18 ans et plus effectue du bénévolat, ce qui représente 80 millions de personnes. Elles effectuent en moyenne 4,7 heures de travail bénévole par semaine, soit une estimation d'environ 15 milliards d'heures par an. Converti en équivalent plein temps (1700 heures par an et par salarié) cela représente 8 759 000 emplois salariés.

Parmi les ménages bénévoles, 66 % travaillent gratuitement pour le secteur privé non lucratif et 5 % pour le privé lucratif, 29 % pour le secteur public.

Presque 150 milliards de dollars, telle est la valeur monétaire de ce travail fourni gratuitement. L'estimation est faite sur la base du taux de salaire horaire net moyen des employés non agricoles en 1987, augmenté de 12 % pour tenir compte des charges sociales.

L'Independent Sector canalise 57,8 % du nombre total d'heures de travail bénévole (hors travail informel) fournies à l'économie, dont 30,5 % vont aux seules Eglises, les autres organismes à but non lucratif, hors Independent Sector, en absorbent 10 %, le secteur à but lucratif 4,7 % et le secteur public en utilise 27,7 %, essentiellement au niveau des états fédérés.

Independent Sector absorbe environ 8,6 milliards d'heures de travail par an, soit environ 5 millions d'emplois équivalent plein temps, dont la valeur monétaire est estimée à 86 milliards de dollars, soit environ 30 % des dépenses courantes de l'Independent Sector. Mais plus de la moitié de ces heures de travail bénévoles vont aux institutions religieuses.

Les jeunes de 25 à 34 ans sont moins fréquemment donateurs que les autres classes d'âge, y consacrent une part plus faible de leur revenu qui est sensiblement égal au revenu moyen de l'ensemble des ménages, et le montant moyen de leurs dons est plus faible. Ils font également moins d'heures de travail bénévole. Cependant, pour eux comme pour les autres catégories de ménages, dons et travail bénévole varient dans le même sens.

Si l'on se limite aux dons individuels, les ménages des Etats-Unis y consacrent 2 % de leur revenu, comparé à 0,76 % pour les ménages canadiens et 0,52 % pour les ménages du Royaume-Uni. Cette apparente différence de "générosité" individuelle doit être interprétée non seulement en termes de différences de comportement en matière de solidarité, et de conscience communautaire, mais aussi en prenant en compte le rôle différent joué par l'Etat et les organismes de sécurité sociale en tant que financeur et producteur de services sociaux dans les trois pays.

C) Evolution des dépenses

Les dépenses du secteur philanthropique sont moins bien connues que ses ressources, et les comptes sont calés sur l'évaluation des ressources. Le tableau 7 repose donc sur une méthodologie assez fragile, où seules les dépenses salariales et les dépenses d'investissement sont obtenues directement. Les autres dépenses courantes et les autres dépenses sont obtenues par solde par rapport aux ressources.

Les dépenses courantes représentent les 4/5^è des emplois, en proportion inchangée au cours de la décennie ; au sein de ces dépenses courantes les dépenses de personnel décroissent en part relative alors que les autres dépenses (loyer et charges, achats de biens et de services) augmentent relativement ; en 1987, les deux types de dépenses courantes sont sensiblement égales. Les dépenses en capital sont faibles et décroissent relativement. Le "résidu inexpliqué", qui correspond pour une part à des changements dans la forme de détention des actifs, représente 15 % des emplois.

20

Tableau 7 : Secteur philanthropique ; emploi annuel des ressources (en milliards de dollars)

Emploi des fonds	- 1977 -		- 1982 -		- 1984 -		- 1987 -	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Dépenses courantes	91,1	79,8	171,0	80,4	201,5	79,5	261,5	79,9
- Rémunération des salariés	51,7	45,3	90,3	42,5	105,7	41,7	133,3	40,7
. Salaires nets	46,7	40,9	80,7	37,9	91,6	36,1	116	35,5
. Charges sociales	5,0	4,4	9,6	4,5	14,1	5,6	17,3	5,3
- Autres dépenses courantes	39,4	34,5	80,7	37,9	95,8	37,8	128,2	39,2
Dépenses en capital	7,5	6,6	13,1	6,2	14,5	5,7	15,0	4,6
Autres dépenses	15,6	13,7	28,6	13,4	37,5	14,8	50,7	15,5
TOTAL	114,2	100,0	212,7	100,0	253,5	100,0	327,2	100,0

Section III - Aperçu sur quelques secteurs d'activité

Le poids des divers sous-secteurs est inégal : la santé représente près de la moitié des ressources du secteur philanthropique (48 %), l'éducation et la recherche 21 %, les services sociaux et légaux 12 %, les organisations religieuses 12 %, l'art et la culture 3 %.

On traitera de la structure très différente des ressources des sous-secteurs, telle qu'elle apparaît dans le tableau 8.

On remarque tout d'abord la structure très particulière des ressources des organisations religieuses, Eglises et congrégations qui sont, de loin, le principal collecteur des dons privés. Ces dons leur permettent de financer leur activité, et presque un tiers de ces dons sont redistribués aux autres sous-secteurs : établissements sanitaires ou écoles religieuses principalement. Une partie de la redistribution se fait dans le reste du monde (notamment vers Israël, via le Fonds Social Juif, et vers les pays en voie de développement).

Les secteurs de la santé et de l'éducation délivrent, selon les critères de la comptabilité nationale ⁶, des services marchands, ce qui contraste fondamentalement avec la situation dans tous les pays européens. Après la vente des services (journées d'hôpital, droits d'inscription, ventes de contrats de recherche...), la seconde ressource pour ces deux secteurs provient des subventions ou d'un paiement où les pouvoirs publics, interviennent comme tiers-payant (programmes Medicare, relevant de l'état fédéral, et Medicaid au niveau local ; bourses et bons d'enseignement, paiement de recherches). Le poids relatif du financement public est cependant deux fois plus important pour la santé que pour l'éducation. Dans le domaine éducatif, en revanche, les ventes et les revenus de la propriété ⁷ pèsent plus lourd. Les dons ont un rôle réduit, plus important pour l'éducation que pour la santé.

⁶ Un service est dit marchand quand plus de la moitié des ressources de l'unité productrice provient de la vente des services.

⁷ La propriété vient souvent des legs de particuliers ou de dotation d'entreprises.

**Tableau 8 : Structure des ressources des sous-secteurs
du secteur philanthropique en 1987 (%)**

Destinataires	Santé	Education et recherche	Social	Eglises*	Arts et culture	Ensemble
Origine des ressources						
Secteur privé						
- dons et cotisations	6,7	11,9	38,7	113,5	63,6	27,3
- ventes, droits	50,1	55,3	13,7	8,1	11,1	38,6
- revenu de la propriété	1,1	5,7	3,1	2,3	4,0	4,8
- églises	5,2	6,1	1,0	-33,9	1,0	0
- autres	1,8	2,7	2,1	9,9	8,1	3,1
Secteur public						
- subventions et tiers-payant	35,1	18,3	41,4	0,0	12,1	26,1
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

* Les Eglises reçoivent sous forme de dons 113,5% de leurs ressources disponibles; le chiffre négatif à l'intersection de la ligne et de la colonne églises indique que les églises redistribuent 33,9% de leurs ressources disponibles, essentiellement aux organisations de santé ou d'éducation.

Le secteur **social** a pour ressource principale le financement public, principalement fédéral jusqu'en 1982, puis, après les importantes restrictions de crédit du début de l'ère Reagan, essentiellement d'origine local : état ou municipalité. Les contributions privées sans contrepartie représentent un montant presque aussi important que les subventions ; par contre les ventes sont faibles, car le secteur social s'adresse à des populations défavorisées ; les autres ressources le sont aussi.

Le secteur **culturel** enfin est financé presque aux deux tiers par des dons. Rappelons qu'aux Etats-Unis la plupart des musées, orchestres, bibliothèques, zoos... relèvent du secteur philanthropique. Les subventions et les droits d'entrée ne représentent chacun que le dixième des ressources.

L'examen détaillé des ressources des sous-secteurs remet donc à sa juste place les idées reçues sur la philanthropie américaine, et le discours sur la générosité entretenu par Independent Sector ; certes les Américains donnent une plus grande part de leur revenu que les Anglais ou les Canadiens ⁸, mais ces dons vont très majoritairement aux Eglises et ils ne constituent qu'une ressource marginale pour le secteur de la santé et de l'éducation. Pour ces derniers secteurs, publics ou quasi-publics en Europe, c'est l'utilisateur qui paye aux Etats-Unis, et le financement public, sans être négligeable, est beaucoup plus limité.

⁸ Ce sont les pays qui ont procédé à ce type de mesure. Cf [4].

Références

- [1] APROBERTS L., "Les régimes de retraites privés aux Etats-Unis : protection sociale et épargne" *Revue de l'IRES*, hiver 1990.
- [2] ARCHAMBAULT E., "L'économie sociale est-elle associée aux grandes fonctions économiques des pouvoirs publics", 4è colloque ADDES, *Revue des études coopératives, mutualistes et associatives*, 2è trimestre 1986.
- [3] COLLARD D., *Altruism and Economy ; a study in non-selfish economics* (Martin Robertson, Oxford, 1978).
- [4] HODGKINSON V.A., and WEITZMAN M.S., *Dimensions of the Independent Sector ; A Statistical Profile* (Independent sector, 3è édition, 1989).
- [5] RUDNEY G., and WEITZMAN M.S., "Significance of employment and earnings in the philanthropic sector 1972-1982" (Yale University nov. 1983, working paper n°77).
- [6] RUDNEY G., and YOUNG P., "The Nonprofit Sector of the U.S. Economy ; a methodological statement "The Review of Income and Wealth", march 1989.
- [7] SUMARIWALLA R.D., "Some Facts about giving, Volunteering and the Nonprofit, Sector in the US" (Fondation de France, séminaire du 26 octobre 1990).
- [8] TOCQUEVILLE, A. de, "De la démocratie en Amérique", Gallimard, 1951 ; 1è édition : 1835).
- [9] VIENNEY C. et WEBER J.L., "Concepts et champ de l'économie sociale", 1er colloque ADDES, 1983.
- [10] WEBER M., "Ethique protestante et esprit du capitalisme" (Plon, 1964 ; 1è édition 1920).
- [11] WEISBROD B.A., "The Nonprofit Economy", (Harvard University Press, 1988).

Annexe I : Listes des Eglises et de leurs établissements aux Etats-Unis (1986-87)

TABLE 1.3
NUMBER OF CHURCHES REPORTED, 1986-1987

Religious body (a)	Year	Churches reported	Religious body (a)	Year	Churches reported
<i>African Methodist Episcopal Church</i>	1981	6,200	General Baptists (General Association of)	1986	871
African Methodist Episcopal Zion Church	1986	6,057	<i>Greek Orthodox Archdiocese of North and South America</i>	1977	535
American Baptist Association	1986	1,705	<i>Independent Fundamental Churches of America</i>	1980	1,019
American Baptist Churches in the U.S.A.	1986	5,864	International Church of the Foursquare Gospel	1986	1,250
<i>American Carpatho-Russian Orthodox Greek Catholic Church</i>	1976	70	Jehovah's Witnesses	1986	8,336
American Lutheran Church, The	1986	4,959	Jews (b)	1986	3,416
<i>Antiochian Orthodox Christian Archdiocese of North America, The</i>	1984	120	<i>Liberty Baptist Fellowship</i>	1983	267
<i>Apostolic Catholic Assyrian Church of the East, North American Diocese</i>	1984	24	Lutheran Church in America	1986	5,832
<i>Armenian Church of America, Diocese of</i>	1979	66	Lutheran Church-Missouri Synod, The	1986	5,897
Assemblies of God	1986	10,886	Mennonite Church	1987	989
Baptist Bible Fellowship, International	1986	3,449	<i>National Baptist Convention of America</i>	1956	11,398
Baptist General Conference	1987	762	<i>National Baptist Convention, U.S.A., Inc.</i>	1958	26,000
Baptist Missionary Association of America	1986	1,359	<i>National Primitive Baptist Convention, Inc.</i>	1975	606
<i>Buddhist Churches of America</i>	1984	100	North American Old Roman Catholic Church	1986	133
<i>Bulgarian Eastern Orthodox Church (Diocese of N. and S. America and Australia)</i>	1971	13	Old Order Amish Church	1986	696
Christian and Missionary Alliance, The	1986	1,691	<i>Orthodox Church in America</i>	1978	440
<i>Christian Brethren (a.k.a. Plymouth Brethren)</i>	1984	1,150	Pentacostal Church of God	1986	1,144
Christian Church (Disciples of Christ)	1986	4,221	<i>Pentacostal Holiness Church, International</i>	1984	1,461
Christian Churches and Churches of Christ	1986	5,566	<i>Polish National Catholic Church in America</i>	1960	162
Christian Congregation, Inc., The	1986	1,450	Presbyterian Church in America	1986	913
<i>Christian Methodist Episcopal Church</i>	1983	2,340	Presbyterian Church (U.S.A.)	1986	11,513
<i>Christian Reformed Church in North America</i>	1985	650	<i>Primitive Baptists</i>	1960	1,000
<i>Church of God, The</i>	1978	2,035	<i>Progressive National Baptist Convention, Inc.</i>	1967	655
Church of God (Anderson, IN)	1986	2,296	Reformed Church in America	1986	928
<i>Church of God (Cleveland, TN)</i>	1984	5,346	Reorganized Church of Jesus Christ of Latter-day Saints	1986	1,094
<i>Church of God in Christ, The</i>	1982	9,982	Roman Catholic Church, The	1986	23,561
<i>Church of God in Christ, International, The</i>	1982	300	Romanian Orthodox Episcopate of America	1986	34
Church of God of Prophecy, The	1986	2,062	<i>Russian Orthodox Church Outside of Russia, The</i>	1955	81
<i>Church of Jesus Christ of Latter-day Saints, The</i>	1985	8,396	Salvation Army, The	1986	1,092
Church of the Brethren	1986	1,059	Serbian Eastern Orthodox Church in the U.S.A. and Canada	1986	68
Church of the Nazarene	1986	5,018	Seventh-day Adventists	1986	4,055
Churches of Christ	1987	13,364	Southern Baptist Convention	1986	37,072
Community Churches, International Council of	1987	350	<i>Triumph the Church and Kingdom of God in Christ (International)</i>	1972	475
<i>Congregational Christian Churches, National Association of</i>	1985	464	<i>Ukrainian Orthodox Church in the U.S.A.</i>	1966	107
<i>Conservative Baptist Association of America</i>	1982	1,140	Unitarian Universalist Association	1986	956
Coptic Orthodox Church	1986	28	United Church of Christ	1986	6,408
Cumberland Presbyterian Church	1986	811	<i>United Methodist Church, The</i>	1985	37,876
Episcopal Church, The	1986	7,054	United Pentecostal Church, International	1986	3,410
Evangelical Covenant Church, The	1986	570	Wesleyan Church, The	1986	1,704
Evangelical Free Church of America	1986	880	Wisconsin Evangelical Lutheran Synod	1986	1,180
Evangelical Lutheran Churches, The Association of	1986	250	Total Number of Churches		346,102
Free Methodist Church of North America	1986	1,048	Bodies with membership of 50,000 or more		330,824
Free Will Baptists	1986	2,483	Bodies with membership of less than 50,000		15,278
Friends United Meeting	1986	533	Current data		223,603
<i>Full Gospel Fellowship of Churches and Ministers, International</i>	1985	450	Noncurrent data		122,499
<i>General Association of Regular Baptist Churches</i>	1981	1,571			

Sources: National Council of the Churches of Christ in the United States of America, YEARBOOK OF AMERICAN AND CANADIAN CHURCHES, 1989; Bureau of the Census, STATISTICAL ABSTRACT OF THE UNITED STATES, 1988.

- (a) The number of churches reported represents the latest information available from religious bodies with memberships of 50,000 or more; it includes groups giving no data. Data in italics are "nonconcurrent," i.e., they are reported for 1985 or earlier. All other data are "current" and were reported for 1986 or 1987.
- (b) The estimate of the size of the Jewish community is derived from the AMERICAN JEWISH YEARBOOK.

**Annexe II : Donations des fondations : principales
fondations classées par actif décroissant et
par catégorie (en milliers de dollars)**

TABLE 5.6
FOUNDATION GIVING: LARGEST FOUNDATIONS BY CATEGORY AND RANKED BY ASSETS, CIRCA 1987
(In Thousands of Dollars)

Private foundations: Independent grant-making				Company-sponsored foundations		
	Assets	Grants	Per-centage*		Assets	Grants ^c
Ford Foundation	\$5,509,053	\$219,404	4.0	Alcoa Foundation	\$209,788	\$10,453
W.K. Kellogg Foundation	3,581,473	88,979	2.5	General Motors Foundation, Inc.	189,541	21,588
Pew Charitable Trusts	2,310,685	122,715	5.3	AT&T Foundation	152,000	30,308
John D. and Catherine T. MacArthur Foundation	2,279,509	113,914	5.0	Ford Motor Company Fund	125,526	16,337
Lilly Endowment, Inc.	1,983,318	71,357	3.6	The Prudential Foundation	111,488	11,647
Robert Wood Johnson Foundation	1,908,243	90,861	4.8	Amoco Foundation, Inc.	62,696	19,880
Rockefeller Foundation	1,676,015	70,867	4.2	Exxon Education Foundation	61,168	19,548
Andrew W. Mellon Foundation	1,478,000	67,357	4.6	Kraft Foundation	52,916	8,888
Kresge Foundation	1,045,631	39,195	3.7	The Procter and Gamble Fund	45,245	13,191
Carnegie Corporation of New York	807,142	34,443	4.3	General Electric Foundation	37,405	18,599
Duke Endowment	771,872	41,417	5.4	Southwestern Bell Foundation	29,211	11,921
McKnight Foundation	764,355	37,763	4.9	Shell Companies Foundation, Inc.	25,496	17,462
Charles Stewart Mott Foundation	749,512	33,039	4.4	Rockwell International Corporation Trust	22,000	12,146
William and Flora Hewlett Foundation	661,185	32,237	4.9	Burlington Northern Foundation	20,854	11,122
Richard King Mellon Foundation	660,858	26,001	3.9	GTE Foundation	17,000	18,500
Total (15)	\$26,186,851	\$1,089,349	4.2	Total (15)	\$1,162,334	\$241,590
Total as a percentage of all independent grant-making foundations in the Foundation Directory	29.0	23.6	NA	Total as a percentage of all independent company-sponsored foundations in the Foundation Directory	23.4	19.3
Operating foundations				Community foundations		
	Assets	Grants	Per-centage*		Assets	Grants
J. Paul Getty Trust	\$3,982,185	\$12,594	0.3	New York Community Trust	\$545,076	\$38,029
Annie E. Casey Foundation	460,631	2,167	0.5	Cleveland Foundation	459,051	21,000
Norton Simon Foundation	284,901	5,655	2.0	Marin Community Foundation	430,000	12,400
Robert A. Welch Foundation	231,463	12,050	5.2	Chicago Community Trust	278,024	22,613
Charles F. Kettering Foundation	117,850	486	0.4	Boston Foundation, Inc.	194,376	12,751
Lannan Foundation	108,210	2,717	2.5	San Francisco Foundation	164,144	9,733
Russell Sage Foundation	103,022	798	0.8	Communities Foundation of Texas, Inc.	157,967	17,243
Menil Foundation	95,210	5,904	6.2	Hartford Foundation for Public Giving	133,393	6,272
Liberty Fund	93,529	316	0.3	Columbus Foundation	119,000	7,880
Carnegie Endowment for International Peace	84,916	4,393	5.2	Pittsburgh Foundation	108,690	4,609
Mary E. Bivins Foundation	51,485	564	1.1	Minneapolis Foundation	106,322	9,042
A. M. McGregor Home	50,186	386	0.8	Saint Paul Foundation	104,132	6,767
Total (12)	\$5,663,588	\$48,030	0.8	New Haven Foundation	73,510	3,981
Total as a percentage of all operating foundations in the Foundation Directory	84.2	54.3	NA	California Community Foundation	69,962	4,241
				Metropolitan Atlanta Community Foundation, Inc.	68,019	10,223
				Total (15)	\$3,011,666	\$186,784
				Total as a percentage of all community foundations in the Foundation Directory	62.2	49.1

Sources: The Foundation Center, FOUNDATIONS TODAY, 6th Edition, New York, 1989; and Table 5.4.

* Grants as percentage of assets.

NA = Not applicable.